

DES VALEURS POUR UN AVENIR

Nos fondamentaux

L'Éducation n'a pas de frontière. Elle est internationale.

Parmi les valeurs que nous, éducateur·trice·s Freinet, défendons, le respect des droits de l'enfant et la confiance en l'être humain à progresser, grandir, apprendre nous semble fondamentaux et constructifs.

Des droits de la personne humaine aux droits de l'enfant

Les droits de l'Homme défendent le principe fondamental que tous les êtres humains, quels que soient leur condition sociale, leur sexe, leur ethnie, leur religion, doivent être traités également et respectés.

Nous soutenons que l'enfant est une personne, de même nature que l'adulte. Les adultes n'ont pas de droits sur les enfants, mais des responsabilités, dont celle de les éduquer, c'est-à-dire de les aider à devenir eux-mêmes. Les enfants sont citoyen·ne·s de droit, et c'est par la pratique de la citoyenneté dès le plus jeune âge qu'il·elle·s le deviennent vraiment : ceci par la mise en place d'institutions qui leur permettent de s'exprimer librement, de coopérer et de participer individuellement et collectivement aux décisions concernant leur vie et leur travail.

C'est pourquoi, dans nos classes, nous faisons vivre la Convention internationale des droits de l'Homme et la Convention internationale des droits de l'enfant et militons pour leur application.

Nous reconnaissons à chacun·e le droit à une éducation qui lui permette d'accéder au maximum de ses capacités.

C'est pourquoi nous sommes engagé·e·s dans l'École publique et promouvons une école laïque, mixte et gratuite.

Nous refusons tout dogme, tout endoctrinement. Nous accueillons l'enfant, le jeune, tel qu'il·elle est, en respectant ses savoirs premiers, sa culture familiale. Chacun·e, en s'appuyant sur ses représentations initiales, est capable d'être auteur·e de ses apprentissages. Pour mettre en œuvre et développer ses capacités d'apprendre, l'enfant doit se sentir autorisé à une pensée autonome, libre et singulière. L'erreur n'est pas une faute à sanctionner, mais une étape naturelle et indispensable de la construction des savoirs.

Chacun·e se construit selon des processus qui lui sont propres.

Nous faisons le choix de la solidarité, de l'entraide et de la coopération qui sont des composantes essentielles du progrès humain, plutôt que de la compétition qui peut isoler les individus et être source de rivalités destructrices. L'objectif de l'école ne doit pas être la formation d'une élite qui crée une humanité à deux vitesses.

Tout le monde a une intelligence et la capacité de s'en servir : le cerveau permet à l'individu de s'adapter en permanence à son environnement physique et social. Il acquiert et fait donc évoluer naturellement ses savoirs et savoir-faire.

Par ailleurs l'enfant, comme l'adulte, est un être social. Les relations qui se jouent dans le groupe coopératif, notamment dans les débats contradictoires, stimulent. Chacun·e, avec les autres, progresse et se construit.

« C'est à plusieurs qu'on apprend tout·e seul·e. »

La réussite est collective

ZUP de Calais, classe de CE1. En début d'année, sept non-lecteurs.

À la cantine, en juin, Samir s'écrie : « Ah ! On a réussi ! Dans la classe, on sait tous lire. Même Antoine ! »

Et moi, en l'entendant, me revient à l'esprit ce que je leur avais dit en septembre : « Ce n'est pas possible que quelqu'un ne sache pas lire en fin d'année. »

Mais il ne suffisait pas que l'enseignante y croie. Chacun fut effectivement partie prenante du projet. L'organisation de la classe, l'entraide ont permis à tous, y compris à Antoine, de partager leurs compétences. Aider les enfants à écrire et à lire était devenu l'affaire de tous au quotidien.

L'école est un lieu de vie. Ne la réduisons pas à un lieu d'apprentissage. C'est ici que les expériences sociales prennent forme et se réalisent. Vivre ensemble s'apprend. L'enfant, le jeune, se confronte aux autres, tâtonne, essaie, propose, transgresse, s'adapte et grandit. Le groupe coopératif aide chacun à trouver sa propre place.

La démocratie s'apprend par la démocratie à l'école.

C'est par la création (sonore, plastique, littéraire, mathématique, corporelle, technique...) que chaque être humain s'affirme comme individu. Créer, c'est aussi construire ses savoirs individuels (en interaction avec le groupe) en reliant, en regroupant les informations entre elles, en distinguant les relations de cause à effet... Nous élaborons nous-mêmes nos raisonnements en réponse à nos propres interrogations. Nous ne comprenons que si nous sommes auteur·e·s de nos propres savoirs.

Des idées nouvelles, des pistes de recherche, émergent souvent dans un groupe coopératif où chacun·e se sent en sécurité, libre et accueilli·e. Trouver un lien entre deux objets, deux idées, provoque l'émerveillement, la jubilation de la découverte, le plaisir de comprendre par soi-même et de s'approprier le monde qui devient la motivation fondamentale à apprendre. La possibilité de s'exprimer et de communiquer dans le groupe favorise donc l'épanouissement de l'individu.

En conséquence, en pédagogie Freinet, il est essentiel d'autoriser, d'accueillir, de développer le potentiel de création de chacun·e dans tous les domaines.

Nous soutenons la liberté effective de création, d'expression et de communication.

Nous pensons qu'il faut que l'école sorte de ses murs et s'ouvre au milieu et au monde extérieur, pour que chacun·e fasse évoluer sa connaissance du monde et ainsi progresse dans son adaptation. Les groupes d'enfants sont aussi nécessairement mixtes et multiâges, car la perception du monde n'est pas identique selon l'âge, le sexe, la culture familiale, et le brassage créé enrichit le groupe.

Les expériences singulières successives permettent de comparer, de repérer des différences et des similitudes. Les échanges dans le groupe amènent à les nommer, à émettre des hypothèses, à expérimenter. Une démarche scientifique se construit, avec l'aide du groupe, où chaque personne explore, essaie, et étend ainsi sa compréhension du monde.

Dans l'école aussi, l'enfant apprend de la vie, en phase avec la vie.

L'enfant ne demande qu'à grandir, s'épanouir, augmenter sa force vitale. Découvrir un nouveau savoir ou atteindre un objectif d'action le met durablement en mouvement. Il ne suffit pas de mettre l'enfant en activité pour qu'il apprenne. L'étonnement ou les obstacles rencontrés déclenchent la curiosité, le besoin d'aboutir à des réponses et la réussite apporte la satisfaction.

Cette quête est un travail vrai, librement consenti. Elle trouve sa motivation en elle-même. Elle s'oppose au travail scolaire répétitif, motivé de l'extérieur par l'enseignant·e – attente d'une bonne note – ou par les parents – réussite scolaire –.

Nous défendons une école du travail.

Le monde est naturellement complexe. L'adulte, pensant présenter à l'enfant quelque chose de simple, l'empêche de dégager par lui-même le simple du complexe, de comprendre ce qui relie les choses entre elles et fausse ainsi sa représentation du monde.

La pédagogie Freinet propose aux élèves de découvrir le monde tel qu'il est, dans sa complexité.

Nos revendications

Les militant·e·s de l'ICEM pédagogie Freinet portent et soutiennent des revendications communes avec les autres enseignant·e·s et salarié·e·s de l'Éducation nationale pour un service public de qualité pour toutes et tous.

Pour cela, il est essentiel d'améliorer les conditions de travail pour les enfants comme pour les adultes par :

- la reconnaissance de notre travail et de ses difficultés ;
- arrêt des injonctions, menaces ou actes d'autoritarisme de notre hiérarchie... ;
- la suppression du pilotage par les évaluations nationales standardisées ;
- l'augmentation réelle des salaires et la revalorisation des retraites, car nous ne vivons pas que de pédagogie !
- l'arrêt de la marchandisation de l'école, de la surconsommation : utilisation exclusive de logiciels libres, refus de projets clés en main sponsorisés par des entreprises privées... autant de moyens qui précipitent la privatisation de l'école publique ;
- l'augmentation, pour les enfants en situation de handicap, des moyens d'accompagnement AVS* et AESH* formé·e·s, avec de vrais contrats de travail ;
- une formation digne de ce nom pour tous les personnels d'éducation, aussi bien en formation initiale qu'en formation continue ;
- la mise en place d'une véritable médecine du travail ;
- la création de postes de médecins scolaires, de psychologues scolaires, d'enseignant·e·s spécialisé·e·s et d'assistant·e·s de service social... ;
- des classes moins chargées, partout et pour tout niveau de classe ;
- des programmes fixés par cycles d'apprentissages en référence à des objectifs d'acquisition de comportements, de capacités, de savoir-faire faisant une place essentielle à l'initiative, à la production, à la libre expression et la libre recherche, à la vie sociale des enfants et des jeunes. Et si les rédacteur·rice·s des programmes étaient tenus de les tester en vrai dans une classe « lambda » !
- une architecture scolaire qui permet de disposer d'espaces adaptés pour faciliter le travail en groupe, l'organisation d'ateliers, d'expositions, de réunions.

Nous revendiquons aussi une véritable reconnaissance officielle de notre mouvement, pourtant agréé par l'Éducation nationale :

- le droit, en tant que praticien.ne chercheur.e, de mettre en œuvre librement la pédagogie Freinet dans nos classes, de travailler officiellement en équipes Freinet, de créer au minimum une école Freinet par département ;

- le droit pour les collègues en formation de découvrir et/ou approfondir leurs connaissances et leurs pratiques de la pédagogie Freinet. L'ICEM doit donc avoir une place dans tous les dispositifs de formation – initiale et continue –, dans les INSPÉ*, les équipes de circonscription ;

- le droit de bénéficier d'autorisations et d'ordres de mission pour participer à nos formations sur temps scolaire ; la possibilité de comptabiliser nos rencontres de travail hors temps scolaire dans le cadre des formations obligatoires ;

- la reconnaissance de la coéducation : entre pairs, avec les parents, avec les membres de la communauté éducative dans l'école et hors de l'école – personnel de service, enseignant·e·s, animateur·rice·s, éducateur·rice·s, assistant·e·s d'éducation, personnel de santé... –, avec la formation et les temps de concertation s'y rattachant ;

- des classes multiâges de 20 enfants maximum, avec un adulte supplémentaire pour trois classes, favorisant ainsi les suivis individuels, personnalisés, des temps d'ateliers de travail, une réelle différenciation et une personnalisation des apprentissages ;

- une évaluation favorisant les processus singuliers, les cheminements individuels des élèves dans un milieu coopératif. Les savoirs validés sous différentes formes, sans hiérarchisation, à partir des réussites des élèves, leur permettent de se situer dans leur parcours d'apprentissages. L'observation de l'élève, au fil du temps, est une forme d'évaluation. Notes et classements doivent être effectivement supprimés. L'évaluation ne doit ni laisser de traces informatiques ni être un outil de contrôle social.

Lutter pour la mise en œuvre de ces revendications est indispensable pour respecter les droits de l'enfant tels que déclarés dans la Convention internationale des droits de l'enfant.

Cette année, à la rentrée 2019, changement d'école et de poste. Il s'agit d'une grosse école, je décide de ne pas parler tout de suite de mon engagement syndical et à l'ICEM. Me voici en UPEAA pour enseigner le français aux élèves arrivants. Le temps de prendre mes marques puis je demande à mes collègues quels projets elles ont pour leur classe, en Histoire, en lecture. Je pourrais anticiper, les préparer au mieux.

La plus jeune d'entre elles m'explique qu'elle a prévu de mener une recherche en sciences. Les élèves devront construire une structure avec du carton, ils devront prévoir le trajet des billes... me dit-elle. Tilt! Parles-tu d'un Tatex*? Nous nous regardons yeux écarquillés. Tu connais?

Sa copine est venue quelques fois aux rencontres du groupe départemental de l'ICEM 64 et lui en a beaucoup parlé. Quelle bonne rentrée! Une collègue passionnée! Quel plaisir de tomber l'une sur l'autre par hasard et de constater à cette occasion que les pratiques Freinet essaient.

*Tatex : tâtonnement expérimental

Par ce Manifeste pour une école populaire, nous défendons une école laïque, émancipatrice, coopérative, une école où la Méthode naturelle permet à l'enfant d'être auteur·e, une école où chacun·e est reconnu·e, accueilli·e, respecté·e... avec une réelle égalité des droits, une école ouverte à la vie et vers la vie.

« Le travail créateur, librement choisi et pris en charge par le groupe, est le grand principe, le fondement même de l'éducation populaire » (article 4 de la charte de l'École moderne).

Depuis son origine, le mouvement Freinet, engagé dans un combat contre les inégalités, continue de défendre l'idée d'une École du peuple et lutte, au jour le jour, sur le terrain, pour la reconnaissance d'une école de la liberté, de l'égalité et de la fraternité pour toutes et tous sans exception.

Nous revendiquons le respect effectif des Droits de l'Homme et de l'Enfant – mineur·e·s isolé·e·s, migrant·e·s, du voyage et des bidonvilles, handicapé·e·s, étudiant·e·s pauvres... –. Chaque élève doit pouvoir participer à l'élaboration des règles de vie et des projets. La coéducation doit être privilégiée.

La constitution d'équipes Freinet devrait être favorisée. Le statut de praticien·ne chercheur·e devrait être reconnu pour chaque enseignant·e. Le temps de travail devrait inclure ses heures de recherche, de formation et de création d'outils.

Nous revendiquons des conditions matérielles correctes. Elles passent par la multiplication des structures à taille humaine où ni élèves ni personnels ne seraient noyés dans une masse anonyme. L'architecture scolaire doit être réfléchie avec tous les utilisateur·rice·s. Il est essentiel de prévoir un nombre de postes suffisant pour qu'aucune classe ne dépasse 20 élèves.

Des moyens financiers doivent permettre d'enrichir les bibliothèques d'école et les Centres de documentation et d'information. Une réflexion sur les rythmes scolaires, non soumise aux lobbys du tourisme, s'impose avec tous les acteur·rice·s de l'éducation.

Nous revendiquons une école ouverte sur son environnement proche et lointain, accueillant les apports des enfants et des familles. L'administration doit garantir toute sortie et en accorder les moyens nécessaires.

Les équipes pédagogiques doivent pouvoir s'organiser en classes multiniveaux et, dans le second degré, obtenir un emploi du temps qui favorise le travail interdisciplinaire. Enfin, il est essentiel que soit prévu du temps de concertation entre les élèves, les enseignant·e·s et les autres membres de la communauté éducative.

Nous revendiquons, pour les enseignants·es, une formation initiale par une ouverture concrète des INSPÉ* aux mouvements d'éducation populaire, ainsi qu'une formation continue par la mise en œuvre d'une coformation et d'échanges mutuels de pratiques. Il faut pour chacun·e une formation spécifique à la connaissance des techniques Freinet. Les temps de coformation des enseignants Freinet effectués lors des réunions départementales ou nationales doivent être reconnus comme formations officielles par l'Éducation nationale.

Nous revendiquons une évaluation respectueuse de l'élève comme de l'enseignant·e qui valorise l'engagement et les progrès de chacun. L'évaluation n'est jamais une fin en soi. Elle doit être directement utile à la personne évaluée.

C'est par la satisfaction de nos revendications que nous avancerons vers une école populaire et une société émancipatrice.